

BORDEREAU INPI - DEPOT D'ACTES DE SOCIETES

Vos références :

Nos références : n°de dépôt : **A2008/027898**
n°de gestion : **1990B02881**
n°SIREN : **378 890 644 RCS Lyon**

Le greffier du Tribunal de Commerce de Lyon certifie avoir procédé le 23/12/2008 à un dépôt annexé au dossier du registre du commerce et des sociétés de :

AUDIT COMPTABILITE RHONE ALPES - société à responsabilité limitée

chemin Des Cuers TECHNOPARC 69130 Ecully -FRANCE-

Ce dépôt comprend les pièces suivantes :

statuts mis à jour (2 exemplaires)
procès-verbal d'assemblée générale mixte (2 exemplaires)
acte sous seing privé (2 exemplaires)

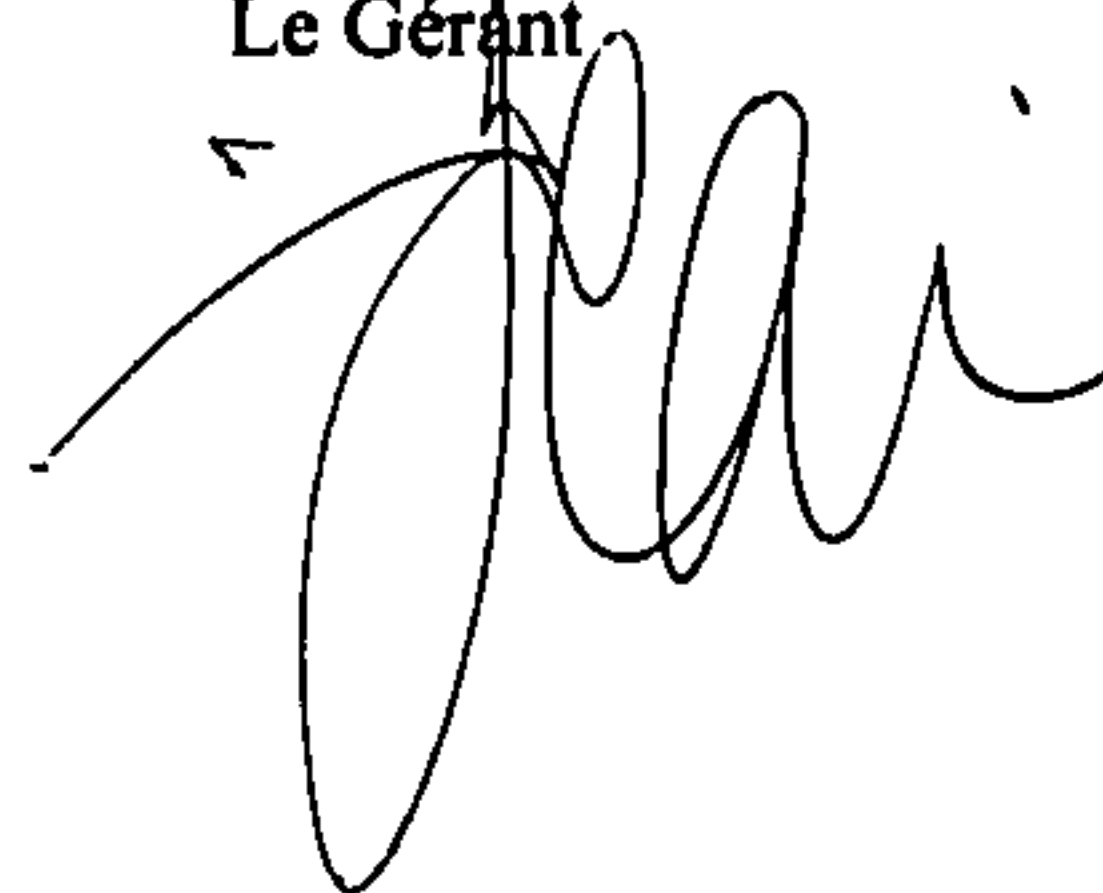
Concernant les évènements RCS suivants :

cession de parts
modification des statuts

AUDIT COMPTABILITE RHONE ALPES
Société à Responsabilité Limitée au capital de 4 350 Euros
Siège social : ECULLY (Rhône)
Chemin des Cuers, Technoparc
378 890 644 RCS LYON

STATUTS

Pour copie certifiée conforme
Le Gérant



Statuts à jour au 3 septembre 2008

AUDIT COMPTABILITE RHONE ALPES
Société à Responsabilité Limitée au capital de 4 350 Euros
Siège social : ECULLY (Rhône)
Chemin des Cuers, Technoparc
378 890 644 RCS LYON

MISE A JOUR DES STATUTS AU 3 SEPTEMBRE 2008

Article 1 - FORME

Il existe entre les propriétaires des parts ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par les lois et règlements en vigueur sur les sociétés à responsabilité limitée, ainsi que sur l'organisation et l'exercice des professions d'Expert-Comptable et de Commissaire aux Comptes, et par les présents statuts.

Article 2 - DENOMINATION

La dénomination de la société est :

AUDIT COMPTABILITE RHONE ALPES

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots "société à responsabilité limitée" ou de l'abréviation "S.A.R.L." et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi cette dénomination doit être suivie de la mention du Tableau de la circonscription de l'Ordre des Experts-Comptables et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes, où la société est inscrite.

Article 3 - OBJET

La Société a pour objet l'exercice de la profession de Commissaire aux Comptes telle qu'elle est définie par le Code de Commerce

Elle peut réaliser toutes opérations qui sont compatibles avec son objet social, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

Elle ne peut prendre de participations financières dans des entreprises industrielles, commerciales, agricoles ou bancaires, ni dans les sociétés civiles à l'exclusion de celles qui ont pour seul objet de faciliter l'exercice de l'activité professionnelle et libérale de leurs membres. Elle ne peut non plus se trouver sous la dépendance, même indirecte, d'aucune personne ou d'aucun groupe d'intérêts.

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé :

ECULLY (Rhône), Chemin des Cuers, Technoparc

Il pourra être transféré dans la même ville, par simple décision de la gérance et partout ailleurs, en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

Article 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à CINQUANTE (50) années à compter du 17 Août 1990, elle viendra donc à expiration le 16 Août 2040, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée prévus ci-après.

Article 6 - APPORTS

1. Lors de sa constitution le 17 juillet 1990, la Société a reçu l'apport en numéraire d'une somme de 50 000 Francs (7 622,45 €).
2. Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 13 septembre 1991, la Société a reçu l'apport en numéraire complémentaire d'une somme de 50 000 Francs (7 622,45 €).
3. Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 31 juillet 1993, la Société a reçu l'apport en numéraire complémentaire d'une somme de 2 000 Francs (304,90 €) et a procédé à une incorporation de réserves d'un montant de 148 000 Francs (22 562,45 €).

4. Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 21 septembre 1999, il a été procédé à une incorporation de réserves d'un montant de 602 744,10 Francs (91 887,75 €) et à la conversion du capital social en Euros.

5. Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 24 décembre 2007, le capital social a été réduit d'une somme de 125 650 Euros par voie d'attribution aux associés des parts sociales détenues par la Société dans les Sociétés ACORA LYON OUEST, ACORA LYON EST - ISERE et ACORA AIN-JURA.

Article 7 – AVANTAGES PARTICULIERS

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier au profit de personnes associées ou non.

Article 8 – CAPITAL SOCIAL

1. Le capital social est fixé à la somme de QUATRE MILLE TROIS CENT CINQUANTE (4 350) Euros. Il est divisé en DEUX MILLE SIX CENTS (2 600) parts sociales, toutes de même valeur, intégralement souscrites, entièrement libérées, numérotées de 1 à 2 600, et réparties comme suit :

- Monsieur Jean-Claude PERRAUD, DEUX MILLE CINQ CENT QUATRE VINGTS parts sociales, ci : Numérotées 1 à 2 580,	2 580
- Monsieur Yves BAILLON, UNE part sociale, ci : Numérotée 2 581,	1
- Madame Catherine PERRAUD, DIX HUIT parts sociales, ci : Numérotées 2 582 à 2 599,	18
- Monsieur Denis BUFFIERE, UNE part sociale, ci : Numérotée 2 600,	1
Soit au total DEUX MILLE SIX CENTS parts sociales, ci	2 600

2. La liste des associés sera communiquée annuellement au Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptables et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes, ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tous tiers intéressés.

3. Les trois quarts des parts doivent être détenues par des experts-comptables inscrits au tableau de l'ordre, conformément aux dispositions de l'article 7 de l'ordonnance modifiée du 19 Septembre 1945.

Si une autre société d'expertise comptable vient à détenir des parts de la présente société, celles-ci ne seront prises en compte pour le calcul de cette majorité que dans la proportion équivalente à celle des parts que les experts-comptables détiennent dans cette société participante par rapport au total des parts composant son capital.

4. Les trois quarts du capital social doivent être détenus par des commissaires aux comptes, et les trois quarts des associés doivent être des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions de l'article 218 de la loi modifiée du 24 Juillet 1966.

Si une société de commissaire aux comptes vient à détenir une participation dans le capital de la présente société, les associés non commissaires aux comptes ne peuvent détenir plus de vingt cinq pour cent de l'ensemble du capital des deux sociétés.

5. Chaque part sociale donne à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et l'actif social.

Article 9 - AUGMENTATION OU REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL

Les augmentations de capital par attribution de parts gratuites comme les réductions de capital par diminution de parts peuvent toujours être réalisées malgré l'existence de rompus.

Toute personne n'ayant pas déjà la qualité d'associé ne peut entrer dans la société à l'occasion d'une augmentation de capital, sans être préalablement agréée par les associés conformément aux dispositions des article 7 de l'ordonnance du 19 Septembre 1945, 218 de la loi du 24 Juillet 1966 et 12 des statuts.

Article 10 - RESPONSABILITE LIMITEE DES ASSOCIES

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels assument dans tous les cas la responsabilité personnelle de leurs travaux et activités réalisés au nom de la société.

Article 11 - INDIVISIBILITE ET DEMEMBREMENT DES PARTS SOCIALES

Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire compte comme associé s'il n'est pas soumis à agrément. Il en est de même de chaque nu-propriétaire (article 1844.3 du code civil).

Les copropriétaires de parts sociales indivises sont représentés par un mandataire unique, choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

les parts indivises ou dont la propriété est démenbrée ne sont considérées comme détenues par des professionnels, pour l'application des dispositions de l'article 8, paragraphes 3 et 4, que si tous les indivisaires ou le nu-propriétaire et l'usufruitier sont, suivant la règle à appliquer, experts-comptables ou commissaires aux comptes.

Article 12 - TRANSMISSION DES PARTS

1. Transmission entre vifs

Toutes les transmissions de parts entre vifs, à quelque titre que ce soit, même celles qui se font au profit d'un associé, ne peuvent être réalisées qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette double majorité comprenant la personne et les parts de l'associé cédant. Ces dispositions s'appliquent alors même que le projet de transmission ne porterait que sur la nue-propriété ou l'usufruit de parts sociales.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, indiquant l'identité du cessionnaire proposé ainsi que le nombre de parts dont la cession est soumise à agrément. Dans le délai de huit jours de la notification qui lui a été faite, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet. La décision de la société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession prévues à l'alinéa précédent, le consentement à la cession est réputé acquis. Si la société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut, dans les huit jours de la notification du refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession.

A défaut de renonciation de sa part, les associés doivent dans le délais de trois mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil. Ce délai de trois mois peut être prolongé une seule fois, à la demande du gérant, par décision du président du tribunal de commerce statuant sur requête. Le prix est payé comptant, sauf convention contraire entre les parties. Si le cédant y consent, la société peut également, dans le même délai, racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus, en réduisant corrélativement son capital du montant de leur valeur nominale. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans, peut, dans ce cas, sur justification, être accordé à la société par ordonnance de référé rendue par le président du tribunal de commerce. Les sommes dues portent intérêt aux taux légal.

Pour assurer l'exécution de l'une ou l'autre des solutions ci-dessus, la gérance doit notamment solliciter l'accord du cédant sur un éventuel rachat par la société, centraliser les demandes d'achat émanant des associés et les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital si leur total excède le nombre de parts cédées.

A l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé, lorsqu'aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts sociales depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant ; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

Dans tous les cas où les parts sont acquises par les associés ou les tiers désignés par eux, notification est faite au cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée huit jours à l'avance, de signer l'acte de cession. S'il refuse, la mutation est régularisée d'office par la gérance ou le représentant de la société, spécialement habilité à cet effet, qui signera en ses lieu et place l'acte de cession. A cet acte, qui relate la procédure suivie, sont annexées toutes pièces justificatives.

La procédure ci-dessus s'applique même aux adjudications publiques volontaires ou forcées. L'adjudicataire doit en conséquence notifier le résultat de l'adjudication dans les conditions imparties, comme s'il s'agissait d'un projet de cession. Toute admission d'un nouvel associé étant soumise à l'agrément préalable des associés conformément aux dispositions de l'article 7, 6ème de l'ordonnance du 19 Septembre 1945 de l'article 218 de la loi du 24 Juillet 1966 et du présent article, aucun consentement préalable donné à un projet de nantissement de parts sociales ne peut emporter à l'avance agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties.

La signification par voie d'huissier peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

2. Transmission par décès

En cas de décès d'un associé, ses héritiers ou ayants droit ne deviennent associés que s'ils ont reçu l'agrément de la majorité en nombre des associés survivants. Même s'il est déjà associé, l'héritier ou l'ayant droit d'un expert comptable ou d'un Commissaire aux Comptes associé ne peut, sans l'agrément de ladite majorité, recueillir les parts de son auteur s'il n'a pas la même qualification professionnelle que celui-ci.

Tout héritier ou ayant droit doit justifier, dans les meilleurs délais, de ses qualités héréditaires et de son état civil auprès de la gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant ces qualités.

Tout acte de partage d'une indivision successorale est valablement notifié à la société par le copartageant le plus diligent. Si les droits hérités sont divis, l'héritier ou l'ayant droit notifie à la société une demande d'agrément en justifiant de ses droits et qualités. Dans l'un et l'autre cas, si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois de la réception de cette notification, l'agrément est réputé acquis. Si tous les indivisaires sont soumis à agrément, la société peut, sans attendre le partage, statuer sur leur agrément global ; de convention essentielle entre les associés elle peut aussi, à l'expiration d'un délai de six mois à compter du décès, demander au juge des référés du lieu de l'ouverture de la succession de mettre les indivisaires en demeure, sous astreinte, de procéder au partage. Lorsque les droits héritiers sont divis, elle peut se prononcer sur l'agrément même en l'absence de demande de l'intéressé.

La notification du partage ou de la demande d'agrément et celle de la décision de la société sont faites par envoi recommandé avec avis de réception ou par acte extrajudiciaire.

Dans tous les cas de refus d'agrément, les associés ou la société doivent acquérir ou faire acquérir les parts de l'héritier ou ayant droit. Il est fait application des dispositions ci-dessus prévues dans l'hypothèse d'un refus d'agrément en cas de transmission entre vifs, les héritiers

ou ayants droit non agréés étant substitués au cédant. Si aucune des solutions prévues par ces dispositions n'intervient dans les délais impartis, l'agrément est réputé acquis.

3. Liquidation d'une communauté de biens entre époux

En cas de dissolution de communauté par le décès de l'époux associé, le conjoint survivant et tous héritiers doivent être agréés conformément aux dispositions prévues en cas de transmission par décès. Il en est de même pour les héritiers, si la liquidation résulte du décès du conjoint de l'époux associé, sans préjudice du droit qu'obtiendrait ce dernier, lors de la liquidation de la communauté, de conserver la totalité des parts inscrites à son nom. Sous cette même réserve, la liquidation de communauté intervenant du vivant des époux ne peut attribuer définitivement au conjoint de l'associé des parts sociales, que si ce conjoint est agréé à la majorité des associés, la procédure d'agrément étant soumise aux conditions prévues comme en matière de transmission entre vifs. A défaut d'agrément, les parts ainsi attribuées doivent être rachetées dans les conditions susvisées, le conjoint associé bénéficiant toutefois d'une priorité de rachat pour assurer la conservation de la totalité des parts inscrites à son nom.

4. Agrément du conjoint comme associé durant la communauté de biens

Si, durant la communauté de biens existant entre deux époux, le conjoint de l'époux associé notifie son intention d'être personnellement associé, postérieurement à l'apport ou à l'acquisition de parts effectué par son conjoint associé, conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du code civil, il doit être agréé par une décision prise à la majorité des parts sociales après déduction des parts de l'époux associé qui ne participe pas au vote.

Article 13 - EXCLUSION D'UN PROFESSIONNEL ASSOCIE

Le professionnel associé radié du Tableau des experts-comptables ou de la liste des commissaires aux comptes cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter du jour où la décision prononçant la radiation est définitive. Il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder tout ou partie de ses parts afin que soient maintenues les quotités fixées à l'article 8 pour la participation des professionnels dans le capital. Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts et ce rachat total peut aussi lui être imposé par l'unanimité des autres associés. Le prix, est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

Article 14 - GERANCE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés experts-comptables et commissaires aux comptes, et nommés, pour une durée limitée ou non, par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément, sauf le droit pour chacun de

s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue, pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet, dans l'intérêt de la société.

Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'immeubles, les hypothèques et nantissements, toutes prises de participations compatibles avec l'objet social dans d'autres sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire.

Les gérants sont tenus de consacrer le temps nécessaire aux affaires sociales. Ils peuvent, d'un commun accord, déléguer les pouvoirs qu'ils jugent convenables à un ou plusieurs directeurs et constituer des mandataires spéciaux et temporaires.

Révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés prise à la majorité des parts sociales, le gérant peut résigner ses fonctions, mais seulement trois mois après la clôture d'un exercice en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance, sauf accord contraire de la collectivité des associés prise à la majorité ordinaire.

Chaque gérant a droit à un traitement fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés ; il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

Article 15 - DECISIONS COLLECTIVES

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont qualifiées d'extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts et d'ordinaires dans tous les autres cas.

Elles résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés ; toutefois la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou la réduction du capital.

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Pour justifier de leur présence, une feuille de présence est émargée par les membres de l'assemblée. Toutefois, le procès-verbal de l'assemblée en tient lieu lorsqu'il est signé de tous les associés présents.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non".

Enfin, la volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

Article 16 - MAJORITES

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois ; les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la

nomination ou la révocation d'un gérant associé ou non, la modification corrélative de l'article des statuts où figurait son nom étant réalisée dans les mêmes conditions.

Sous réserve des exceptions précisées par la loi, la modification des statuts est décidée par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Article 17 - ANNEE SOCIALE

Chaque exercice comptable a une durée de douze mois qui commence le premier octobre de chaque année pour se terminer le trente septembre de l'année suivante.

Article 18 - AFFECTATION DES RESULTATS ET REPARTITION DES BENEFICES

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts. En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition : sa décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Article 19 - NOMINATION DU GERANT

Le gérant de la société est :

Monsieur PERRAUD Jean-Claude

Il a été nommé sans limitation de durée.

Le gérant est tenu de consacrer tout le temps nécessaire aux affaires sociales.

Article 20 – CONTESTATIONS

En cas de contestation entre la société et l'un de ses clients, soit entre les associés, les gérants, les liquidateurs et la société ou entre les associés eux-mêmes, la société s'efforcera avant tout recours contentieux de faire accepter l'arbitrage du Président du Conseil régional de l'Ordre des Experts-Comptables ou du Président de la Compagnie régionale des Commissaires aux Comptes, selon l'objet du litige.

Statuts mis à jour le 3 septembre 2008

AUDIT COMPTABILITE RHONE ALPES
Société à Responsabilité Limitée au capital de 4 350 Euros
Siège social : ECULLY (Rhône)
Chemin des Cuers, Technoparc
378 890 644 RCS LYON

PROCES-VERBAL DE LA DELIBERATION
DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DES ASSOCIES
DU 3 SEPTEMBRE 2008

L'an deux mil huit,
Et le mercredi trois septembre, à dix-sept heures,

Les membres de la Société se sont réunis en Assemblée Générale Mixte, au siège social,
sur convocation faite par la Gérance.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Jean-Claude PERRAUD, Gérant.

Sont présents ou représentés :

. Monsieur Jean-Claude PERRAUD, propriétaire de DEUX MILLE CINQ CENT CINQUANTE CINQ parts, ci : numérotées 1 à 2 555,	2 555
. Monsieur Marc MICHAUD, propriétaire de VINGT SIX parts, ci : numérotées 2 556 à 2 581,	26
. Madame Catherine PERRAUD, propriétaire de DIX HUIT parts, ci : numérotées 2 582 à 2 599	18
. Monsieur Denis BUFFIERE, propriétaire de UNE part, ci : numérotée 2 600,	1

Total égal au nombre de parts composant le capital social, ci :	2 600

Monsieur le Président constate en conséquence, que la totalité des parts sociales étant
représentée, l'Assemblée peut valablement délibérer.

Monsieur le Président rappelle ensuite que l'ordre du jour de la présente Assemblée est le suivant :

ORDRE DU JOUR

- Agrément de cession de parts sociales,
- Modification de l'article 8 des statuts,
- Cession de participations.

Puis, Monsieur le Président dépose sur le Bureau et met à la disposition de l'Assemblée :

- un exemplaire des statuts,
- le rapport de la Gérance,
- le texte des résolutions proposées au vote de l'Assemblée.

Monsieur le Président indique encore que tous les documents prévus par la Loi ont été adressés aux associés en même temps que la convocation.

L'Assemblée Générale lui donne acte de ces déclarations.

Monsieur le Président donne alors lecture de son rapport, déclare la discussion ouverte et répond à différentes questions qui lui sont posées.

Plus personne ne demandant la parole, Monsieur le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du projet de cession de parts sociales par Monsieur Marc MICHAUD au profit de Monsieur Jean-Claude PERRAUD et de Monsieur Yves BAILLON portant sur 26 parts sociales de la Société, déclare avoir lesdites cessions pour agréables et agréée comme nouvel associé de la Société :

- Monsieur Yves BAILLON, demeurant à LYON (3^{ème}), 11, rue Guilloud.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, sous réserve de la réalisation définitive des cessions de parts sociales ayant fait l'objet de la résolution qui précède, décide de modifier l'article 8 des statuts qui sera désormais ainsi rédigé :

"ARTICLE 8 – CAPITAL SOCIAL

1. Le capital social est fixé à la somme de QUATRE MILLE TROIS CENT CINQUANTE (4 350) Euros. Il est divisé en DEUX MILLE SIX CENTS (2 600) parts sociales, toutes de même valeur, intégralement souscrites, entièrement libérées, numérotées de 1 à 2 600, et réparties comme suit :

- Monsieur Jean-Claude PERRAUD, DEUX MILLE CINQ CENT QUATRE VINGTS parts sociales, ci : Numérotées 1 à 2 580,	2 580
- Monsieur Yves BAILLON, UNE part sociale, ci : Numérotée 2 581,	1
- Madame Catherine PERRAUD, DIX HUIT parts sociales, ci : Numérotées 2 582 à 2 599,	18
- Monsieur Denis BUFFIERE, UNE part sociale, ci : Numérotée 2 600,	1
Soit au total DEUX MILLE SIX CENTS parts sociales, ci	2 600

[...] Le reste de l'article sans changement."

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide de céder la totalité des parts sociales qu'elle détient dans le capital des Sociétés ACORA AIN-JURA, ACORA LYON EST - ISERE et ACORA LYON OUEST au profit de la Société FINANCIERE DU FALQUE, savoir :

- 999 parts sociales de la Société ACORA AIN – JURA, moyennant le prix de 999 Euros payable comptant,
- 999 parts sociales de la Société ACORA LYON EST – ISERE, moyennant le prix de 999 Euros payable comptant,
- 999 parts sociales de la Société ACORA LYON OUEST, moyennant le prix de 999 Euros payable comptant.

A cet effet, elle délègue tous pouvoirs à Monsieur Jean-Claude PERRAUD, Gérant, pour mener à bien ces opérations, et notamment signer les actes de cession, recevoir le prix et faire toutes déclarations qui seraient nécessaires.

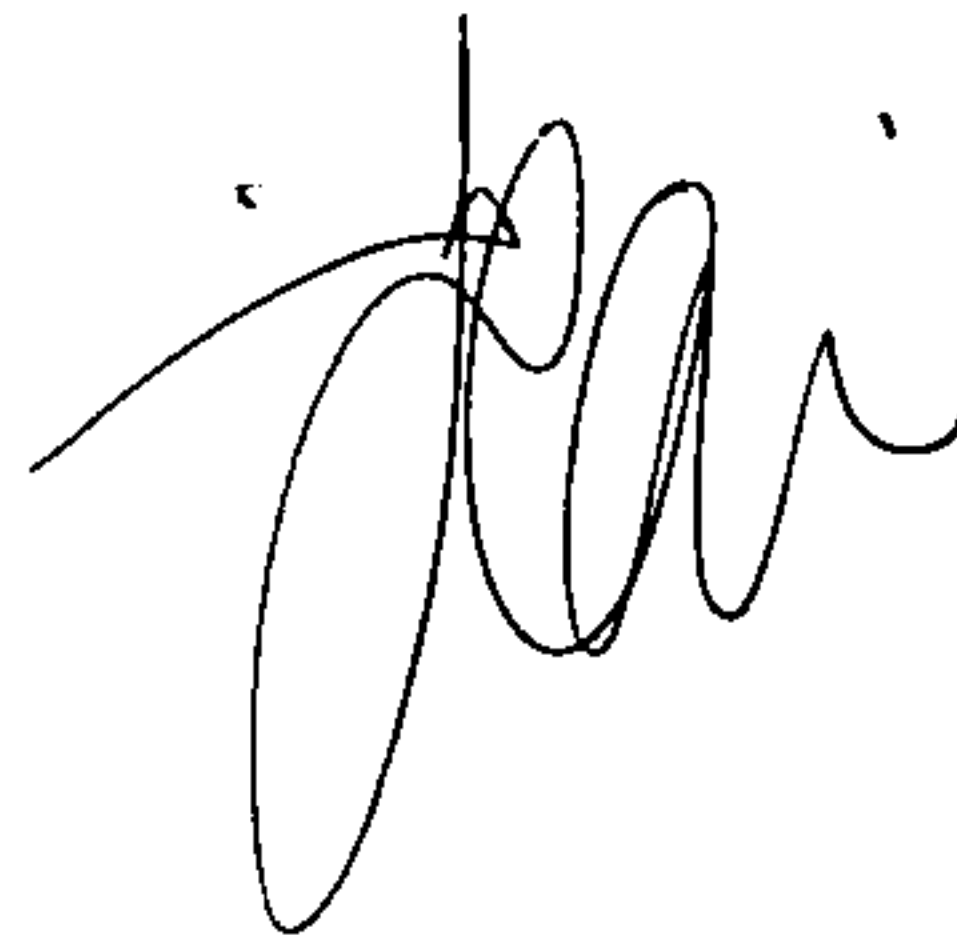
Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

CLOTURE

L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal, signé par tous les associés présents.

Pour copie certifiée conforme
La Gérance

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke at the end.

CESSION DE PARTS SOCIALES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

. **Monsieur Marc MICHAUD**, demeurant à MASSIEUX (Ain), chemin des Combes,

Né à MACON (Saône et Loire), le 23 décembre 1945,

Epoux de Madame Denise QUENOT avec laquelle il est marié sous le régime de la communauté légale à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la mairie de BETHENCOURT SUR MER (Somme), le 30 juillet 1968,

Ci-après dénommé "Le Vendeur",

D'UNE PART,

ET :

. **Monsieur Jean-Claude PERRAUD**, demeurant à DOMMARTIN (Rhône), 270 rue du Falque,

Né à LYON (4^{ème}), le 24 janvier 1960,

Epoux de Madame Catherine AVRIL avec laquelle il est marié sous le régime de la communauté légale à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la Mairie de LYON (9^{ème}), le 3 septembre 1981,

Exerçant la profession de Commissaire aux Comptes auprès de la Compagnie Régionale de Lyon,

. **Monsieur Yves BAILLON**, demeurant à LYON (3^{ème}), 11, rue Guilloud,

Né à ALGER (Algérie), le 30 octobre 1951,

Epoux de Madame Christine DESCLEVES avec laquelle il est marié sous le régime de la communauté légale à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la mairie de GRENOBLE (Isère), le 23 juin 1973,

Exerçant la profession de Commissaire aux Comptes auprès de la Compagnie Régionale de Lyon,

Ci-après dénommés "Les Acquéreurs",

D'AUTRE PART,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

The block contains five handwritten signatures in black ink. From left to right: a signature that appears to be 'M. MICHAUD', a signature that appears to be 'M. PERRAUD', a signature that appears to be 'M. BAILLON', and two additional signatures that are less legible, possibly representing witnesses or notaries.

CONVENTION

ARTICLE PREMIER - CESSION

Par les présentes, Monsieur Marc MICHAUD cède et transporte, sous les garanties ordinaires et de droit en la matière et sous les conditions particulières ci-après, au profit de Monsieur Jean-Claude PERRAUD et de Monsieur Yves BAILLON, VINGT SIX (26) parts sociales, entièrement libérées, lui appartenant en pleine propriété sur les 2 600 parts composant la totalité du capital de la Société AUDIT COMPTABILITE RHONE ALPES, Société à Responsabilité Limitée au capital de 4 350 Euros dont le siège est à ECULLY (Rhône), Chemin des Cuers, Technoparc, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés et identifiée sous le numéro 378 890 644 RCS LYON, savoir :

- à Monsieur Jean-Claude PERRAUD : VINGT CINQ (25) parts sociales, numérotées 2 556 à 2 580,
- à Monsieur Yves BAILLON : UNE (1) part sociale, numérotée 2 581.

Les parts présentement cédées résultent des seuls statuts de la Société ; elles ne sont représentées par aucun titre.

Elles sont libres de tout gage, nantissement, privilège, opposition, promesse, droit au profit d'un tiers, pacte de préférence, droit de préemption, droit de retour conventionnel, clause d'inaliénabilité ou empêchement quelconque, et sont donc librement disponibles et transmissibles. De même, leur cession ne contrevient à aucune obligation incombant à la Société et n'est pas susceptible de permettre à quiconque de modifier ou résilier les droits dont la Société est titulaire ou bénéficiaire.

ARTICLE DEUX - ORIGINE DE PROPRIETE

Les parts sociales cédées appartiennent à Monsieur Marc MICHAUD pour les avoir souscrites à la constitution de la Société le 17 juillet 1990.

ARTICLE TROIS - PROPRIETE - JOUISSANCE

Les Acquéreurs auront la propriété des parts cédées et en auront la jouissance à compter de ce jour, étant précisé que, de convention expresse, ils auront droit au produit de toutes distributions intervenues postérieurement à ce jour, et ce, quelle que soit l'origine des bénéfices ainsi distribués.

ARTICLE QUATRE - PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant un prix de QUINZE (15) Euros la part, soit au total la somme de TROIS CENT QUATRE VINGT DIX (390) Euros pour les VINGT SIX (26) parts cédées, laquelle est payée comptant ce jour entre les mains du Vendeur, qui le reconnaît et en donne bonne et valable quittance, sans exception ni réserve, savoir :

- par Monsieur Jean-Claude PERRAUD : TROIS CENT SOIXANTE QUINZE (375) Euros,
- par Monsieur Yves BAILLON : QUINZE (15) Euros.



ARTICLE CINQ - AGREMENT

La présente cession a fait l'objet d'un agrément préalable de la part de l'Assemblée Générale de la Société en date du 3 septembre 2008.

ARTICLE SIX - COMPTE COURANT D'ASSOCIE

Le Vendeur n'est titulaire d'aucun compte courant d'associé.

ARTICLE SEPT - CAUTION

Le Vendeur déclare n'avoir donné sa caution à l'appui d'aucun engagement de la Société.

ARTICLE HUIT - GARANTIE

La présente cession est consentie sans autre garantie que celle de l'existence des parts sociales en faisant l'objet.

ARTICLE NEUF - INTERVENTIONS

9.1. Intervient aux présentes, Madame Denise QUENOT, conjoint commun en biens de Monsieur Marc MICHAUD qui déclare, en application de l'article 1424 du Code Civil, donner son accord à la présente cession de parts sociales appartenant à la communauté et autoriser Monsieur Marc MICHAUD à encaisser le prix de cession pour le compte de la communauté.

9.2. Intervient aux présentes, Madame Catherine AVRIL conjoint commun en biens de Monsieur Jean-Claude PERRAUD, qui déclare, en application de l'article 1832-2 du Code Civil, avoir été informée du présent projet d'acquisition de parts sociales par son conjoint et renoncer expressément à exercer la qualité d'associé à concurrence de la moitié des parts acquises avec des deniers communs.

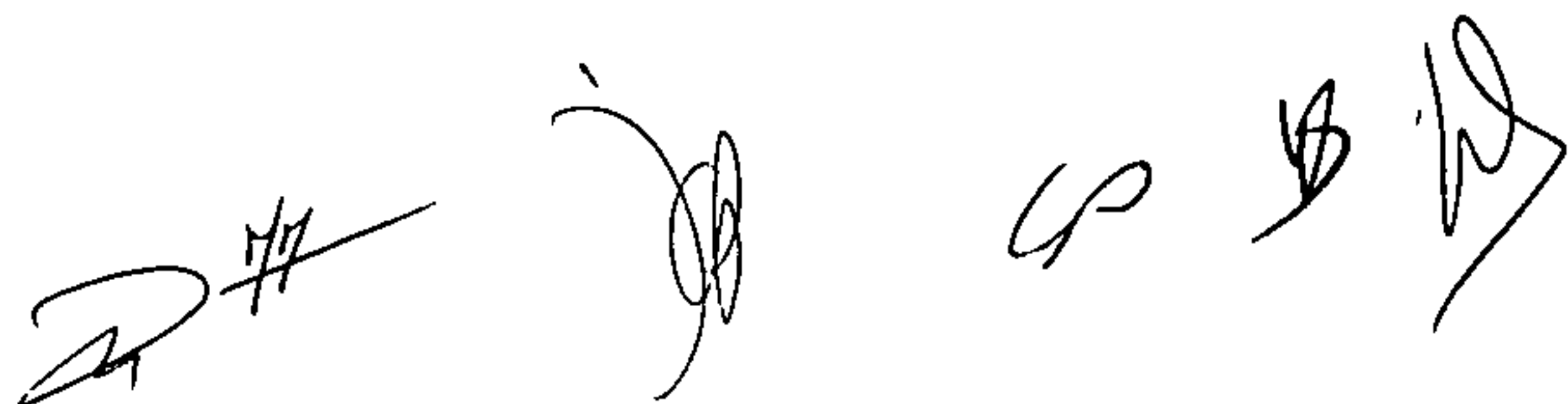
9.3. Intervient aux présentes, Madame Christine DESCLEVES conjoint commun en biens de Monsieur Yves BAILLON, qui déclare, en application de l'article 1832-2 du Code Civil, avoir été informée du présent projet d'acquisition de parts sociales par son conjoint et renoncer expressément à exercer la qualité d'associé à concurrence de la moitié des parts acquises avec des deniers communs.

ARTICLE DIX - SIGNIFICATION

La présente cession fera l'objet d'un dépôt au siège social de la Société conformément aux dispositions légales en vigueur.

ARTICLE ONZE - FRAIS

Tous les droits, frais et honoraires des présentes et ceux qui en seront la suite ou la conséquence sont à la charge des Acquéreurs qui acceptent.



ARTICLE DOUZE - ELECTION DE DOMICILE

Toutes les communications intervenant en vertu des présentes devront être faites par écrit et seront considérées avoir été régulièrement données ou expédiées lorsqu'elles auront été adressées comme suit, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception :

- Monsieur Marc MICHAUD : à MASSIEUX (Ain), chemin des Combes,
- Monsieur Jean-Claude PERRAUD : à DOMMARTIN (Rhône), 270, rue du Falque,
- Monsieur Yves BAILLON : à LYON (3^{ème}), 11, rue Guilloud,

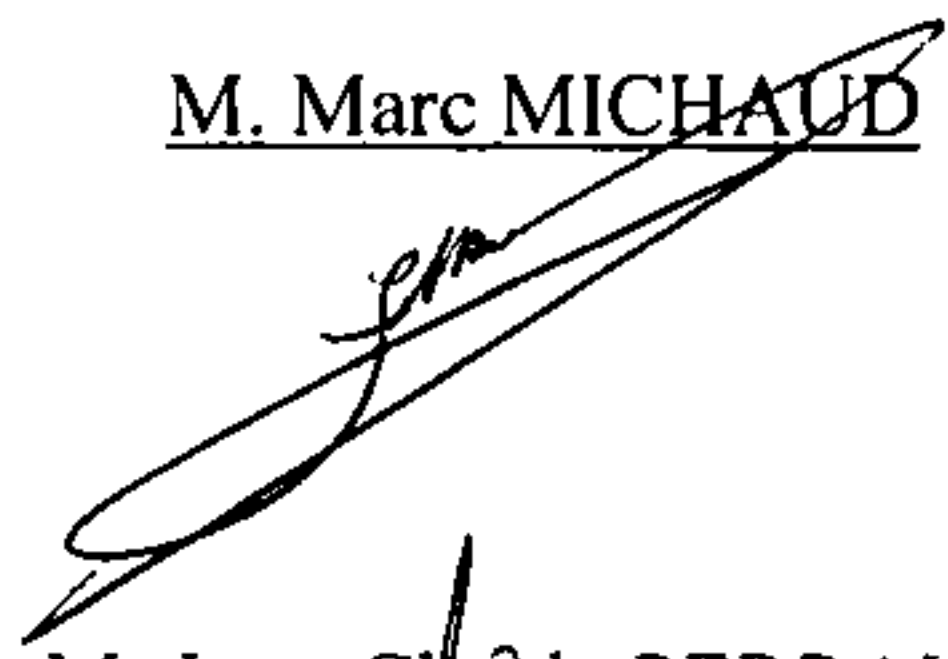
sauf notification antérieure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de tout changement de domiciliation.

Fait en sept exemplaires

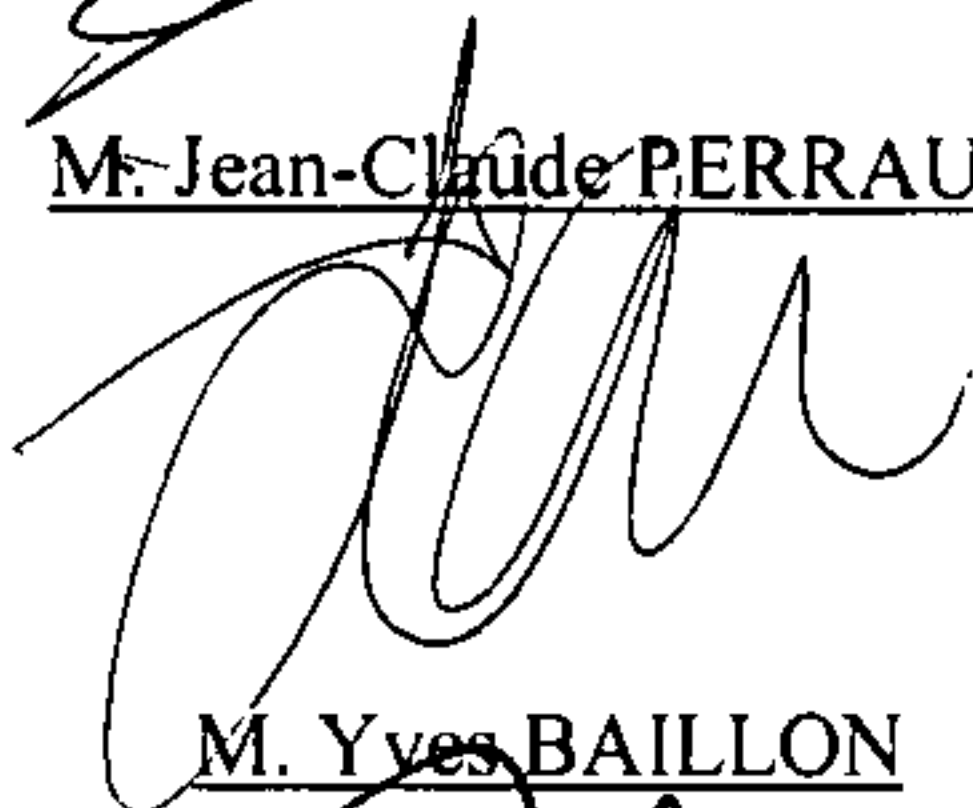
A ECULLY

Le 17 novembre 2008

M. Marc MICHAUD



M. Jean-Claude PERRAUD



M. Yves BAILLON



Mme Denise MICHAUD



Mme Catherine PERRAUD



Mme Christine BAILLON



Enregistré à : S.I.E. LYON 8° - VENISSIEUX

Le 17/12/2008 Bordereau n°2008/2 018 Case n°20

Enregistrement : 25 €

Pénalités :

Total liquidé : vingt-cinq euros

Montant reçu : vingt-cinq euros

L'Agent

Ext 14029

M^{me} SEVE CHRISTINE
Agent des impôts

RECEVUE

Ciel